

Arrêt

n° 276 519 du 26 août 2022
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître S. VAN ROSSEM
Violetstraat 48
2060 ANTWERPEN

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRESIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 10 janvier 2022, par X, qui se déclare de nationalité irakienne, tendant à la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire et de l'interdiction d'entrée, pris le 28 décembre 2021.

Vu le titre 1er *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « la loi ».

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 30 mai 2022 convoquant les parties à l'audience du 24 juin 2022.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HAEGEMAN *loco* Me S. VAN ROSSEM, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me K. de HAES *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

Le requérant expose les faits de la cause comme suit :

« Verzoeker is afkomstig uit Irak en verblijft reeds sinds 2006 op het Belgische grondgebied.

Hij diende reeds meermaals een verzoek tot internationale bescherming in gezien zijn vrees voor terugkeer.

Op 28.12.2021 mocht hij een bevel om het grondgebied te verlaten (bijlage 13) ontvangen alsook een inreisverbod van 10 jaar (bijlage 13sexies).

Hij kan zich hiermee niet akkoord verklaren en dient hierbij dan ook een verzoek totschorsing en nietigverklaring in ».

L'ordre de quitter le territoire, qui constitue le premier acte attaqué, est motivé comme suit :

« L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant/des articles suivants de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

Article 7, alinéa 1^{er} :

1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2, de la loi. L'intéressé n'est pas en possession d'un passeport valable revêtu d'un visa en cours de validité.

3° si, par son comportement, il est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public L'intéressé s'est rendu coupable de vol avec effraction, escalade ou fausses clefs, fait pour lequel il a été condamné le 18.12.2012 par le Tribunal Correctionnel d'Anvers à une peine d'emprisonnement de 10 mois. Ce délit a gravement porté atteinte à la sécurité publique et dénotent (sic) un état d'esprit dangereux caractérisé par le mépris de la propriété d'autrui. Attendu que la nature des faits dénote également une méconnaissance flagrante de ses responsabilités sociales et un manque total de respect des biens d'autrui, induisant de ce fait un risque de récidive.

L'intéressé s'est rendu coupable d'infraction à la loi concernant les stupéfiants : trafic, fabrication sans autorisation, détention sans autorisation, fait(s) pour le(s)quel(s) il a été condamné le 28.01.2016 par le Tribunal Correctionnel d'Anvers à une peine d'emprisonnement de 18 mois (3 ans de sursis pour ce qui excède un an).

L'intéressé s'est rendu coupable d'infraction à la loi concernant les stupéfiants : vente / offre en vente : délivrance sans autorisation (plusieurs fois), en flagrant délit, fait(s) pour le(s)quel(s) il a été condamné le 27.01.2021 par le Tribunal Correctionnel d'Anvers à une peine d'emprisonnement de 30 mois.

Le trafic de drogue représente une menace pour la santé, la sécurité et la qualité de la vie des citoyens de l'Union européenne, ainsi que pour l'économie légale, la stabilité et la sécurité des États membres. Dans son arrêt (Tsakouridis, aff. C-145/09) du CJUE, 23 novembre 2010, la Cour Européenne de Justice stipule : «Le trafic de stupéfiants en bande organisée constitue une criminalité diffuse, dotée de moyens économiques et opérationnels impressionnants et ayant très souvent des connexions transnationales. Au regard des effets dévastateurs de la criminalité liée à ce trafic, la décision-cadre 2004/757/JAI du Conseil, du 25 octobre 2004, concernant l'établissement des dispositions minimales relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales et des sanctions applicables dans le domaine du trafic de drogue (JO L 335, p. 8), énonce, à son premier considérant, que le trafic de drogue représente une menace pour la santé, la sécurité et la qualité de la vie des citoyens de l'Union ainsi que pour l'économie légale, la stabilité et la sécurité des États membres. En effet, la toxicomanie constituant un fléau pour l'individu et un danger économique et social pour l'humanité (voir en ce sens, notamment, arrêt du 26 octobre 1982, Wolf, 221/81, Rec. p. 3681, point 9, ainsi que Cour eur. D. H., arrêt Aoulmi c. France du 17 janvier 2006, § 86), le trafic de stupéfiants en bande organisée pourrait présenter un niveau d'intensité de nature à menacer directement la tranquillité et la sécurité physique de la population dans son ensemble ou d'une grande partie de celle-ci.». Les faits reprochés à l'intéressé sont directement attentatoires à la sécurité publique sous son aspect de mépris des biens et de l'intégrité d'autrui.

Eu égard au caractère lucratif (sic) et répétitif de ces faits et à leur impact social, on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public.

L'intéressé a déclaré dans son questionnaire droit d'être entendu complété le 27.10.2021 être en Belgique depuis le 2006 (sic). Notons qu'il était sous le coup d'une interdiction d'entrée de 8 ans lui notifié (sic) le 14.02.2013. Il dit ne pas avoir de relation stable en Belgique, ni d'enfants mineurs. Il ne mentionne pas de problèmes médicaux. Par contre Il (sic) appert du dossier administratif et du questionnaire que l'intéressé ait fait mention de craintes qu'il aurait concernant sa sécurité dans son pays d'origine. Etant Kurde, il craint des infiltrés iraniens qui sèmeraient la mort parmi les Kurdes en Iraq. Observons que l'intéressé a introduit une demande d'asile en Italie le 23.10.2019 et plusieurs demandes en Belgique : le 11.09.2006, le 17.09.2013, le 11.08.2014, le 05.10.2016, le 01.09.2017 et le 21.01.2021. Toutes ses demandes introduites sur le territoire se sont soldées par des décisions négatives le 09.10.2006, le 09.10.2013, le 30.10.2014, le 14.10.2016, le 13.10.2017, le 27.04.2021. Notons que lors d'un entretien avec un Conseiller en retour de l'Office le 27.10.2021, l'intéressé a exprimé le souhait d'introduire une septième demande après sa libération. Outre les demandes de protection internationale, l'intéressé a introduit des demandes de régularisation pour raisons humanitaires et médicales. Aucun n'a résulté de ses requêtes (sic). Cette décision ne constitue donc pas une violation de l'article 3 et 8 (sic) de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ainsi, le délégué du Secrétaire d'Etat a tenu compte des dispositions de l'article 74/13 dans sa décision d'éloignement.

Article 74/14 : Motif pour lequel aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire :

Article 74/14 § 3, 1° : il existe un risque de fuite.

4° L'intéressé a manifesté sa volonté de ne pas se conformer à une mesure d'éloignement.

L'intéressé n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire qui lui a été notifié le 18.02.2008, le 14.02.2013 (avec interdiction d'entrée de 8 ans), le 18.04.2013, le 22.04.2013, le 08.01.2014, le 19.02.2014, le 14.11.2014, le 03.07.2015, le 03.03.2016, le 21.10.2016 et le 28.05.2017. Il n'a pas apporté la preuve qu'il a exécuté cette (ces) décision(s).

8° L'intéressé(e) a introduit plusieurs demandes de protection internationale et/ou de séjour, dans le Royaume ou dans un ou plusieurs autres Etats membres, qui ont donné lieu à une décision négative. L'intéressé a introduit une demande d'asile en Italie le 23.10.2019 et plusieurs demandes en Belgique : le 11.09.2006, le 17.09.2013, le 11.08.2014, le 05.10.2016, le 01.09.2017 et le 21.01.2021. Toutes ses demandes introduites sur le territoire se sont soldées par des décisions négatives le 09.10.2006, le 09.10.2013, le 30.10.2014, le 14.10.2016, le 13.10.2017, le 27.04.2021.

Article 74/14 § 3, 3° : le ressortissant d'un pays tiers constitue une menace pour l'ordre public L'intéressé s'est rendu coupable de vol avec effraction, escalade ou fausses clefs, fait pour lequel (sic) il a été condamné le 18.12.2012 par le Tribunal Correctionnel d'Anvers à une peine d'emprisonnement de 10 mois. Ce délit a gravement porté atteinte à la sécurité publique et dénotent (sic) un état d'esprit dangereux caractérisé par le mépris de la propriété d'autrui. Attendu que la nature des faits dénote également une méconnaissance flagrante de ses responsabilités sociales et un manque total de respect des biens d'autrui, induisant de ce fait un risque de récidive.

L'intéressé s'est rendu coupable d'infraction à la loi concernant les stupéfiants : trafic, fabrication sans autorisation, détention sans autorisation, fait(s) pour le(s)quel(s) il a été condamné le 28.01.2016 par le Tribunal Correctionnel d'Anvers à une peine d'emprisonnement de 18 mois (3 ans de sursis pour ce qui excède un an). L'intéressé s'est rendu coupable d'infraction à la loi concernant les stupéfiants : vente / offre en vente : délivrance sans autorisation (plusieurs fois), en flagrant délit, fait(s) pour le(s)quel(s) il a été condamné le 27.01.2021 par le Tribunal Correctionnel d'Anvers à une peine d'emprisonnement de 30 mois.

Le trafic de drogue représente une menace pour la santé, la sécurité et la qualité de la vie des citoyens de l'Union européenne, ainsi que pour l'économie légale, la stabilité et la sécurité des États membres. Dans son arrêt (Tsakouridis, aff. C-145/09) du CJUE, 23 novembre 2010, la Cour Européenne de Justice stipule : «Le trafic de stupéfiants en bande organisée constitue une criminalité diffuse, dotée de moyens économiques et opérationnels impressionnants et ayant très souvent des connexions transnationales. Au regard des effets dévastateurs de la criminalité liée à ce trafic, la décision-cadre 2004/757/JAI du Conseil, du 25 octobre 2004, concernant l'établissement des dispositions minimales relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales et des sanctions applicables dans le domaine du trafic de drogue (JO L 335, p. 8), énonce, à son premier considérant, que le trafic de drogue représente une menace pour la santé, la sécurité et la qualité de la vie des citoyens de l'Union ainsi que pour l'économie légale, la stabilité et la sécurité des États membres. En effet, la toxicomanie constituant un fléau pour l'individu et un danger économique et social pour l'humanité (voir en ce sens, notamment, arrêt du 26 octobre 1982, Wolf, 221/81, Rec. p. 3681, point 9, ainsi que Cour eur. D. H., arrêt Aoulmi c. France du 17 janvier 2006, § 86), le trafic de stupéfiants en bande organisée pourrait présenter un niveau d'intensité de nature à menacer directement la tranquillité et la sécurité physique de la population dans son ensemble ou d'une grande partie de celle-ci.». Les faits reprochés à l'intéressé sont directement attentatoires à la sécurité publique sous son aspect de mépris des biens et de l'intégrité d'autrui.

Eu égard au caractère lucratif (sic) et répétitif de ces faits et à leur impact social, on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public.

[...] ».

L'interdiction d'entrée, qui constitue le deuxième acte attaqué, est motivée comme suit :

« L'interdiction d'entrée est délivrée en application de l'article mentionné ci-dessous de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

Article 74/11, § 1er, alinéa 4, de la loi du 15/12/1980 :

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de 10 ans, parce que l'intéressé constitue une menace grave pour l'ordre public.

L'intéressé a déclaré dans son questionnaire droit d'être entendu complété le 27.10.2021 être en Belgique depuis le 2006 (sic). Notons qu'il était sous le coup d'une interdiction d'entrée de 8 ans lui notifié (sic) le 14.02.2013. Il dit ne pas avoir de relation stable en Belgique, ni d'enfants mineurs. Il ne mentionne pas de problèmes médicaux. Par contre Il (sic) appert du dossier administratif et du questionnaire que l'intéressé ait fait mention de craintes qu'il aurait concernant sa sécurité dans son pays d'origine. Etant Kurde, il craint des infiltrés iraniens qui sèmeraient la mort parmi les Kurdes en Iraq. Observons que l'intéressé a introduit une demande d'asile en Italie le 23.10.2019 et plusieurs demandes en Belgique : le 11.09.2006, le 17.09.2013, le 11.08.2014, le 05.10.2016, le 01.09.2017 et le 21.01.2021. Toutes ses demandes introduites sur le territoire se sont soldées par des décisions négatives le 09.10.2006, le 09.10.2013, le 30.10.2014, le 14.10.2016, le 13.10.2017, le 27.04.2021. Notons que lors d'un entretien avec un Conseiller en retour de l'Office le 27.10.2021, l'intéressé a exprimé le souhait d'introduire une septième demande après sa libération. Outre les demandes de protection internationale, l'intéressé a introduit des demandes de régularisation pour raisons humanitaires et médicales. Aucun n'a résulté de ses requêtes (sic). Cette décision ne constitue donc pas une violation de l'article (sic) 3 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ainsi, le délégué du Secrétaire d'Etat a tenu compte des dispositions de l'article 74/13 dans sa décision d'éloignement.

L'intéressé s'est rendu coupable de vol avec effraction, escalade ou fausses clefs, fait pour lequel il a été condamné le 18.12.2012 par le Tribunal Correctionnel d'Anvers à une peine d'emprisonnement de 10 mois. Ce délit a gravement porté atteinte à la sécurité publique et dénotent (sic) un état d'esprit dangereux caractérisé par le mépris de la propriété d'autrui. Attendu que la nature des faits dénote également une méconnaissance flagrante de ses responsabilités sociales et un manque total de respect des biens d'autrui, induisant de ce fait un risque de récidive.

L'intéressé s'est rendu coupable d'infraction à la loi concernant les stupéfiants : trafic, fabrication sans autorisation, détention sans autorisation, fait(s) pour le(s)quel(s) il a été condamné le 28.01.2016 par le Tribunal Correctionnel d'Anvers à une peine d'emprisonnement de 18 mois (3 ans de sursis pour ce qui excède un an).

L'intéressé s'est rendu coupable d'infraction à la loi concernant les stupéfiants : vente / offre en vente : délivrance sans autorisation (plusieurs fois), en flagrant délit, fait(s) pour le(s)quel(s) il a été condamné le 27.01.2021 par le Tribunal Correctionnel d'Anvers à une peine d'emprisonnement de 30 mois.

Le trafic de drogue représente une menace pour la santé, la sécurité et la qualité de la vie des citoyens de l'Union européenne, ainsi que pour l'économie légale, la stabilité et la sécurité des États membres. Dans son arrêt (Tsakouridis, aff. C-145/09) du CJUE, 23 novembre 2010, la Cour Européenne de Justice stipule : «Le trafic de stupéfiants en bande organisée constitue une criminalité diffuse, dotée de moyens économiques et opérationnels impressionnants et ayant très souvent des connexions transnationales. Au regard des effets dévastateurs de la criminalité liée à ce trafic, la décision-cadre 2004/757/JAI du Conseil, du 25 octobre 2004, concernant l'établissement des dispositions minimales relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales et des sanctions applicables dans le domaine du trafic de drogue (JO L 335, p. 8), énonce, à son premier considérant, que le trafic de drogue représente une menace pour la santé, la sécurité et la qualité de la vie des citoyens de l'Union ainsi que pour l'économie légale, la stabilité et la sécurité des États membres. En effet, la toxicomanie constituant un fléau pour l'individu et un danger économique et social pour l'humanité (voir en ce sens, notamment, arrêt du 26 octobre 1982, Wolf, 221/81, Rec. p. 3681, point 9, ainsi que Cour eur. D. H., arrêt Aoulmi c. France du 17 janvier 2006, § 86), le trafic de stupéfiants en bande organisée pourrait présenter un niveau d'intensité de nature à menacer directement la tranquillité et la sécurité physique de la population dans son ensemble ou d'une grande partie de celle-ci.». Les faits reprochés à l'intéressé sont directement attentatoires à la sécurité publique sous son aspect de mépris des biens et de l'intégrité d'autrui.

Eu égard au caractère lucratif (sic) et répétitif de ces faits et à leur impact social, on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public.

L'intéressé n'a pas hésité à résider illégalement sur le territoire belge et à troubler très gravement l'ordre public. Considérant l'ensemble de ces éléments, l'intérêt du contrôle de l'immigration et la protection de l'ordre public, une interdiction d'entrée de 10 ans n'est pas disproportionnée.
[...]

2. Examen du recours en tant qu'il est dirigé contre l'ordre de quitter le territoire

Le présent recours est dirigé contre un ordre de quitter le territoire pris à l'encontre du requérant le 28 décembre 2021.

Or, il ressort du dossier administratif et de l'acte attaqué que le requérant s'est vu délivrer antérieurement de multiples ordres de quitter le territoire devenus définitifs et exécutoires, aucun recours n'ayant été introduit devant le Conseil à leur encontre.

Le Conseil rappelle que pour être recevable à introduire un recours en annulation, le requérant doit justifier d'un intérêt à agir, lequel doit être personnel, direct, certain, actuel et légitime.

En l'espèce, il y a lieu de constater que, quand bien même la mesure d'éloignement contestée serait annulée, cette annulation n'aurait pas pour effet de suspendre l'exécution des ordres de quitter le territoire antérieurs qui pourraient être mis à exécution par la partie défenderesse.

Le requérant n'a dès lors aucun intérêt au présent recours.

Interrogé à l'audience sur ce point, le requérant estime néanmoins avoir un intérêt à agir au regard de la violation d'un droit fondamental visé à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Dans sa requête, le requérant fait en effet valoir ce qui suit :

« Indien verzoeker terug naar zijn land van herkomst dient te keren, zal artikel 3 van het EVRM geschonden worden.

Verzoeker zal in een levensbedreigende, mensonterende en onmenselijke situatie terecht komen. Hij heeft daar namelijk geen familie of vrienden die hem daar kunnen opvangen, zelfs niet tijdelijk. Er zijn bedreigingen aan zijn adres geuit waardoor hij een geponde vrees koestert bij terugkeer.

De Raad van State heeft zich reeds uitgesproken over het onderzoek aangaande de situatie in het herkomstland (RvS 23.09.2002, nr. 110 548). De bevoegde diensten dienen de situatie in het land van herkomst te onderzoeken op het moment dat zij een beslissing nemen. Een loutere verwijzing naar de beslissing van het CGVS, schendt uiteraard de beginselen van behoorlijk bestuur (zorgvuldigheidsbeginsel en motiveringsbeginsel), maarschendt duidelijk ook artikel 3 EVRM en de belangenafweging die men hierbij ontegensprekelijk dient te maken.

Verzoeker begrijpt niet dat verwerende partij op een bijzondere lichtzinnige wijze omgaat met het administratief dossier. Men kan niet zomaar beslissingen nemen die een verwijdering van het grondgebied inhouden. Deze soort beslissingen zijn verregaand en hebben een serieuze impact op iemands leven. Aldus dient men met omzichtigheid een beslissing te nemen en dient men daarenboven een gedegen onderzoek te voeren naar de veiligheidssituatie in het land van herkomst vooraleer men de persoon terugstuurt.

Verwerende partij schendt flagrant het zorgvuldigheidsbeginsel door niet te onderzoeken of er sprake is van een eventuele schending van artikel 3 EVRM indien verzoeker dient terug te keren.

Uit de bestreden beslissing blijkt niet dat er een grondig onderzoek is verricht naar de mogelijkheid tot terugkeer van verzoeker naar Irak en het risico dat hij daarbij zal lopen.

Dat dit dan ook onaanvaardbaar is! De veiligheid van verzoeker moet worden gegarandeerd, in casu is dit niet gebeurd, integendeel! De bestreden beslissing schendt integraal artikel 3 EVRM en dient daarom te worden vernietigd ».

En l'espèce, le Conseil rappelle que la Cour EDH a déjà considéré que l'éloignement par un Etat membre peut soulever un problème au regard de l'article 3 de la CEDH, et donc engager la responsabilité d'un Etat contractant au titre de la Convention, lorsqu'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la partie requérante courra, dans le pays de destination, un risque réel d'être soumise à des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH. Dans ces conditions, l'article 3 de la CEDH implique l'obligation de ne pas éloigner la personne en question vers ce pays (voir : Cour EDH 4 décembre 2008, Y./Russie, § 75, et les arrêts auxquels il est fait référence ; adde Cour EDH 26 avril 2005, Müslim/Turquie, § 66).

Le Conseil rappelle également que s'agissant de la violation alléguée de l'article 3 de la CEDH, la Cour EDH considère, dans une jurisprudence constante (voir, par exemple, arrêts Soering du 7 juillet 1989 et Mubilanzi Mayeka et Kaniki Mitunga c/ Belgique du 12 octobre 2006), que « Pour tomber sous le coup de l'article 3 [de la CEDH], un mauvais traitement doit atteindre un minimum de gravité. L'appréciation de ce minimum est relative par essence; elle dépend de l'ensemble des données de la cause, notamment

de la nature et du contexte du traitement, ainsi que de ses modalités d'exécution, de sa durée, de ses effets physiques ou mentaux ainsi que, parfois, du sexe, de l'âge, de l'état de santé de la victime ».

En l'occurrence, le Conseil observe, à la lecture de l'ordre de quitter le territoire attaqué, que la situation du requérant a été examinée au regard de l'article 3 de la CEDH par la partie défenderesse et que le requérant n'apporte aucune critique concrète à l'encontre des constats y posés par cette dernière, se contentant d'affirmer que ledit examen a été effectué avec trop de légèreté, affirmation dépourvue d'utilité à défaut d'être un tant soit peu circonstanciée. Qui plus est, le requérant ne peut être suivi lorsqu'il soutient qu'il existe un risque de violation de l'article 3 précité en cas de retour dans son pays d'origine au regard de l'absence de famille et d'amis qui pourraient l'héberger, lequel élément ne présente de toute évidence aucun caractère de gravité tel qu'exigé par cette disposition. Il en va de même quant aux menaces exprimées envers sa personne dont le requérant se prévaut en termes de requête, lesdites menaces n'étant nullement étayées. Le Conseil rappelle par ailleurs à cet égard que toutes les demandes de protection internationale introduites par le requérant se sont clôturées par des décisions de rejet.

In fine, le Conseil relève encore que la décision querellée enjoint au requérant de quitter le territoire belge et des Etats qui appliquent entièrement l'acquis de Schengen mais ne lui impose nullement de retourner dans son pays d'origine.

Par conséquent, il ne peut être question d'une violation de l'article 3 de la CEDH.

Au regard de ce qui précède, il appert que le recours est irrecevable à défaut d'intérêt à agir dans le chef du requérant.

3. Examen du recours en tant qu'il est dirigé contre l'interdiction d'entrée

3.1. Le requérant prend un moyen unique libellé comme suit :

« [...] schending van artikel 62 van de vreemdelingenwet, schending van de Wet van 29 juli 1991 m.b.t. de motiveringsverplichting, schending van het zorgvuldigheidsbeginsel en schending van art. 3, 6 en 8 van het EVRM.»

3.1.1. Dans ce qui s'apparente à une *première branche* intitulée "Schending van de beginselen van behoorlijk bestuur - Dit houdt een schending in van het motiveringsbeginsel », le requérant, après quelques considérations afférentes à la portée de l'obligation de motivation formelle, expose ce qui suit : « Dat de bestreden beslissing t.a.v. verzoeker, gelet op het voorgaande de materiële motiveringsverplichting flagrant schendt aangezien verwerende partij op grond van de feitelijke gegevens de aanvraag van verzoeker niet correct heeft beoordeeld en bovendien onredelijk en onzorgvuldig tot haar besluit is gekomen.

Verwerende partij neemt een bevel om het grondgebied te verlaten. Men is van mening dat verzoeker een gevaar vormt voor de openbare orde. Verzoeker verblijft reeds sinds 2006 op het grondgebied. Hij was een gemakkelijk doelwit voor drugkoeriers die misbruik van hem en zijn precaire situatie maakten. Zo werd hij veroordeeld voor drugsfeiten en verkoop. Het is zeer duidelijk dat hij niet de spilfiguur is in het drugnetwerk.

De wetgever heeft de invulling van het begrip openbare orde niet gespecificeerd waardoor men moet kijken naar de gangbare rechtspraak en rechtsleer om het begrip in te vullen.

Een bevel om het grondgebied te verlaten is een maatregel die slechts in individuele gevallen kan worden genomen wanneer het persoonlijke gedrag van een persoon een werkelijke, actuele en voldoende ernstige bedreiging vormt, die fundamenteel de bescherming van de openbare orde kan aantasten. Maatregelen ter algemene preventie kunnen niet worden genomen.

Ook het Hof van Justitie sprak zich hierover reeds uit en besloot het volgende :

"Het bestaan van een strafrechtelijke veroordeling doet bijgevolg slechts ter zake voor zover uit de omstandigheden die tot deze veroordeling hebben geleid, blijkt dat sprake is van persoonlijk gedrag dat een actuele bedreiging van de openbare orde vormt (zie, met name, arresten van 27 oktober 1977, Bouchereau, 30/77, Jurispr. blz. 1999, punt 28; 19 januari 1999, Caifa, C-348/96, Jurispr. blz. 1-11, punt 24, en 7 juni 2007, Commissie/Nederland, C-50/06, Jurispr. blz. 1-4383, punt 41).

Het Hof heeft altijd beklemtoond dat de exceptie van openbare orde een afwijking van het fundamentele beginsel van het vrije verkeer van personen vormt, die strikt moet worden opgevat en waarvan de draagwijdte door de lidstaten niet eenzijdig kan worden bepaald (arresten van 28 oktober 1975, Rutili, 36/75, Jurispr. blz. 1219, punt 27; Bouchereau, reeds aangehaald,

punt 33; 27 april 2006, Commissie/ Duitsland, C-441/02, Jurispr. blz. 1-3449, punt 34, en Commissie/Nederland, reeds aangehaald, punt 42).

Volgens vaste rechtspraak veronderstelt het beroep van een nationale instantie op het begrip openbare orde, afgezien van de verstoring van de maatschappelijke orde die bij elke wetsovertreding plaatsvindt, het bestaan van een werkelijke en voldoende ernstige bedreiging, die een fundamenteel belang van de samenleving aantast (arresten Rutili, reeds aangehaald, punt 27; 29 april 2004, Orfanopoulos en Oliveri, C-482/01 en C-493/01, Jurispr. blz. 1-5257, punt 66, alsook Commissie/Duitsland, reeds aangehaald, punt 35).

Meer in het bijzonder heeft het Hofreeds geoordeeld dat een Turks staatsburger slechts via verwijdering de rechten kunnen worden ontnomen die rechtstreeks aan besluit nr. 1/80 ontleent, wanneer deze maatregel zijn rechtvaardiging vindt in de omstandigheid dat het persoonlijk gedrag van de betrokkene wijst op een concreet gevaar voor nieuwe ernstige verstoringen van de openbare orde. Die maatregel kan dus niet na een strafrechtelijke veroordeling automatisch worden gelast ter algemene preventie."

Het feit dat een persoon werd veroordeeld, is op zich niet voldoende om te kunnen besluiten tot een algemeen gevaar voor de openbare orde. Bij de beoordeling van de bedreiging van de openbare orde dient men ook rekening te houden met de aard van de strafbare feiten, de veroorzaakte schade en de inzet van de betrokkene ter vergoeding van de geleden schade. Bovendien is het ook belangrijk dat er wordt aangetoond dat er een actueel gevaar bestaat voor de openbare orde!

Verzoeker werd inderdaad veroordeeld door de Correctionele rechtbank en begrijpt de ernst van een strafrechtelijke inbreuk. Het blijkt zeer duidelijk dat de feiten gepleegd werden om te overleven in een land waar hij geen verblijf had en geen recht op tewerkstelling. Hiermee wil verzoeker geen afbreuk doen aan de feiten maar verzoekt u om dit ook in deze context te willen zien.

In arrest nummer 214.315 van 19 december 2018 verduidelijkt de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen het begrip 'ernstig misdrijf'. Het is niet onbelangrijk om bij de beoordeling van het gevaar om de openbare orde te schaden, na te gaan of er in casu sprake is van een ernstig misdrijf.

Immers speelt de aard van het misdrijf een rol bij de beoordeling van de bedreiging voor de openbare orde. De memorie van toelichting bij de Vreemdelingenwet verwijst voor de betekenis van een ernstig misdrijf naar het UNHCR-handboek. Dat wijst erop dat het begrip 'misdrijf' in verschillende rechtsstelsels een andere betekenis heeft. Enkel doodslag of een ander feit waarop een zeer zware straf staat, komt in aanmerking volgens het UNHCR. Dus geen lichtere strafbare feiten waarop geen zware straffen staan.

Volgens EASO kunnen één of meerdere van deze criteria de beoordeling vorm geven:

- De aard van het feit, zoals de mate van geweld of het gebruik van een dodelijk wapen;
- De maximum of opgelegde straf;
- De werkelijke schade voor het slachtoffer of de eigendom;
- De toegepaste procedureregels bij de vervolging, zoals de kwalificatie in het strafrecht.

In casu heeft men met dit alles geen rekening gehouden. Men heeft louter vastgesteld dat verzoeker op correctioneel niveau veroordeeld werd. Men heeft verder geen onderzoek gedaan naar de inzet van betrokkene om zich te re-integreren in de maatschappij, noch met de aard en ernst van het misdrijf. Dit is nochtans onontbeerlijk wanneer men besluit om een bevel om het grondgebied te verlaten, af te leveren.

Dat aldus de bestreden beslissing van verwerende partij onterecht werd genomen en de bestreden beslissing een schending is van de motiveringsverplichting zoals bepaald in de wet van 29.07.1991 door geen rekening te houden met ALLE en het GEHEEL van elementen.

Tenslotte verwijt men verzoeker zich niet te verwijderen van het Belgische grondgebied ondanks zijn veroordelingen en eerdere bevelen om het grondgebied te verlaten. Verzoeker verbleef echter in de gevangenis. Verwerende partij had verzoeker kunnen overbrengen naar een gesloten centrum en de verwijdering van het grondgebied zelf kunnen bewerkstelligen. Men weigerde dit echter te doen en verzoeker werd voorwaardelijk vrijgelaten uit de gevangenis. Mag verzoeker hieruit ook niet afleiden dat hij gedoogd wordt op het grondgebied, en dit ondanks zijn bevel om het grondgebied te verlaten?!

Vervolgens schendt deze beslissing het motiveringsbeginsel omtrent het inreisverbod.

Dat de motivering m.b.t. het inreisverbod onvoldoende is.

Dat het duidelijk mag zijn dat verwerende partij gefaald heeft rekening te houden met art 74/11, §1 van de vreemdelingenwet; deze bepaald het volgende: "*§ 1. De duur van het inreisverbod wordt vastgesteld door rekening te houden met de specifieke omstandigheden van elk geval.*"

Bovendien werden er reeds verschillende arresten van uw Raad uitgesproken, waaruit duidelijk blijkt dat verwerende partij rekening dient te houden met alle elementen in het dossier van verzoeker alvorens een inreisverbod op te leggen.

Arrest nr. 92 111 van 27.11.2012 vermeldt immers het volgende: "*Daargelaten de vraag of de aanwezigheid van familie in België een voldoende wegend element is om het inreisverbod in te korten, dient de Raad vast te stellen dat waar de gemachtigde een inreisverbod oplegt voor de maximale termijn van drie jaar zonder enig onderzoek en motivering omtrent de specifieke omstandigheden van verzoeker en de duur van het inreisverbod, de gemachtigde, gezien de verstrekkende gevolgen van een inreisverbod, op een onredelijke wijze heeft gehandeld. Een schending van de materiële motiveringsplicht werd aangenomen.*"

De motivering van dit arrest is natuurlijk ook van toepassing in huidig geschil zeker gezien de gevolgen van een inreisverbod van 10 jaar zodanig groot zijn.

Dat uit de bestreden motivering zeer duidelijk blijkt dat verwerende partij het zorgvuldigheidsbeginsel flagrant schendt door geen rekening te houden met de specifieke situatie van verzoeker en de actuele situatie in het land van herkomst.

Hij betwist niet dat hij strafrechtelijke veroordelingen heeft opgelopen, doch hij wenst op te werpen dat er geen rekening wordt gehouden met de context waarin deze feiten zijn gepleegd. Verzoeker is duidelijk niet de spilfiguur achter de criminele organisatie. Er werd van zijn onwetendheid geprofiteerd.

Hij heeft ook in de gevangenis verbleven. Men was op dat moment op de hoogte van zijn verblijfplaats. Indien men er zo van overtuigd is dat verzoeker hier niet kan verblijven en het grondgebied moet verlaten, had verwerende partij de nodige stappen kunnen ondernemen om hem (al dan niet gedwongen) te repatriëren. Men had verzoeker i.p.v. voorwaardelijk vrij te laten, kunnen overbrengen naar een gesloten centrum om aldaar de verwijdering van verzoeker te bewerkstelligen.

Verwerende partij schendt dan ook in deze bestreden beslissing zwaar de motiveringsverplichting gezien zij niet afdoende verantwoordt waarom in casu een inreisverbod voor de maximale termijn van 10 jaar opgelegd moet worden.

Er wordt geen afweging gemaakt van de gevolgen die dit inreisverbod zou hebben voor verzoeker. Verzoeker mag immers 10 jaar het Belgisch grondgebied en de staten die het Schengenacquis ten volle toepassen niet betreden, tenzij hij beschikt over de documenten die vereist zijn om er zich naar toe te begeven.

Men tracht kost wat kost een negatieve beslissing te nemen, zonder een afweging te maken in het dossier van verzoeker!

Verwerende partij weigert rekening te houden met alle en het geheel van elementen.

Dat de verwerende partij rekening diende te houden met de specifieke situatie, het volledig dossier van verzoeker en alle aangehaalde elementen en stukken en het geheel van elementen, met betrekking tot de beslissing."

En l'espèce, le Conseil observe que l'argumentaire développé en préalable dans la première branche du moyen unique est dirigé à l'encontre de l'ordre de quitter le territoire et non de l'interdiction d'entrée en manière telle qu'il est irrecevable conformément à ce qui a été exposé au point 2 du présent arrêt.

S'agissant des affirmations du requérant selon lesquelles la partie défenderesse n'aurait pas tenu compte de la situation dans son pays d'origine et n'aurait pas motivé la durée de l'interdiction d'entrée, elles manquent en fait, une simple lecture de cette décision démontrant le contraire. Par ailleurs, le Conseil ne perçoit pas l'intérêt du requérant à reprocher à la partie défenderesse la non prise en considération « de tous les éléments de la cause » à défaut de préciser lesdits éléments dont elle aurait fait fi et n'aperçoit pas davantage son intérêt à relever qu'elle aurait pu le placer en centre fermé en vue de le rapatrier.

In fine, en relevant que la partie défenderesse n'a pas non plus pris en compte le contexte dans lequel il a été amené à commettre des infractions et sa naïveté dont il a été victime, éléments qui au demeurant ne lui ont pas été communiqués, le requérant sollicite en réalité du Conseil qu'il substitue son appréciation à celle de la partie défenderesse, demande à laquelle il ne peut accéder dans le cadre du contrôle de légalité auquel il est astreint au contentieux de l'annulation.

Partant, la première branche du moyen unique n'est pas fondée.

3.1.2. Dans ce qui s'apparente à une *deuxième branche* intitulée « Schending van het zorgvuldigheidsbeginsel », le requérant expose ce qui suit :

« In dit dossier is er eveneens sprake van een grove onzorgvuldigheid.

Zoals reeds gesteld, mag een bevel om het grondgebied te verlaten niet lukraak worden genomen. Het betreft een ingrijpende maatregel die slechts in individuele gevallen mag worden genomen. Verwerende partij houdt voor dat verzoeker door zijn gedrag geacht wordt de openbare orde te kunnen schaden. Hiervan is echter enkel sprake wanneer het persoonlijk gedrag een werkelijke, actuele en voldoende ernstige bedreiging vormt, die een fundamenteel belang van de samenleving aantast. Hierbij dient te worden opgemerkt dat alle criteria cumulatief zijn.

Bovenstaande criteria vereisen een evenredigheidstoets en een belangenafweging die moet worden gemaakt door verwerende partij vooraleer zij een beslissing neemt. Het niet maken van een belangenafweging en het niet onderzoeken van het werkelijke, actuele en voldoende ernstige gevaar dat een persoon betekent voor de openbare orde schendt ontegensprekelijk het zorgvuldigheidsbeginsel.

Verwijderingsmaatregelen mogen niet uitsluitend worden gebaseerd op algemene overwegingen ter bescherming van de openbare orde. Men dient wel degelijk te onderzoeken of de persoon in kwestie nog steeds een werkelijk en voldoende ernstig gevaar vormt voor de openbare orde.

Verzoeker werd door de Correctionele rechtbank veroordeeld voor strafrechtelijke feiten. Verzoeker betwist dit niet en beseft wel degelijk wat de impact van een strafrechtelijke veroordeling betekent. Hij verblijft illegaal op het grondgebied en is hierdoor een gemakkelijk doelwit voor organisaties om van verzoeker misbruik te maken. Dit keurt zijn veroordelingen niet goed doch dit kan wel verklaren waarom hij deze feiten pleegde. Het is duidelijk dat verzoeker niet de spilfiguur is achter de criminele organisatie.

Het onderzoek van het administratief dossier door verwerende partij is gebrekkig en getuigt van een ernstig gebrek aan zorgvuldigheid. Bovendien kan men uit de beslissing duidelijk afleiden dat er op geen enkel moment een belangenafweging werd gemaakt. Ondanks zijn illegale status werd verzoeker voorwaardelijk vrijgelaten uit de gevangenis, zonder overbrenging naar een gesloten centrum om een eventuele repatriëring mogelijk te maken.

Ook de veiligheidssituatie in Irak werd geenszins onderzocht (infra)!

Aldus werd het zorgvuldigheidsbeginsel geschonden en dit is absoluut onaanvaardbaar."

En l'espèce, le Conseil observe qu'en relevant que « *L'intéressé s'est rendu coupable de vol avec effraction, escalade ou fausses clefs, fait pour lequel il a été condamné le 18.12.2012 par le Tribunal Correctionnel d'Anvers à une peine d'emprisonnement de 10 mois. Ce délit a gravement porté atteinte à la sécurité publique et dénotent (sic) un état d'esprit dangereux caractérisé par le mépris de la propriété d'autrui. Attendu que la nature des faits dénote également une méconnaissance flagrante de ses responsabilités sociales et un manque total de respect des biens d'autrui, induisant de ce fait un risque de récidive* » et qu'« *Eu égard au caractère lucratif (sic) et répétitif de ces faits et à leur impact social, on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public* », la partie défenderesse s'est prononcée sur la réalité, l'actualité et la gravité du danger que représente le comportement du requérant pour l'ordre public de sorte que celui-ci ne peut être suivi lorsqu'il tend à soutenir que l'interdiction d'entrée prise à son encontre serait fondée sur des raisons de prévention générale.

Pour le surplus, le Conseil réitère qu'en reprochant à la partie défenderesse de n'avoir pas pris en compte le contexte dans lequel il a été amené à commettre des infractions et sa naïveté dont il a été victime, éléments qui au demeurant ne lui ont pas été communiqués, le requérant sollicite en réalité du Conseil qu'il substitue son appréciation à celle de la partie défenderesse, demande à laquelle il ne peut accéder dans le cadre du contrôle de légalité auquel il est astreint au contentieux de l'annulation.

Par conséquent, la deuxième branche du moyen unique n'est pas davantage fondée.

3.1.3. Dans ce qui s'apparente à une *troisième branche* intitulée "Schending van de hoorplicht", le requérant expose ce qui suit :

« De beslissing geeft aan dat verzoeker werd gehoord op 27.10.2021.

Volgens vaste rechtspraak van de Raad van State houdt de hoorplicht als algemeen beginsel van behoorlijk bestuur in dat tegen niemand een maatregel kan worden genomen die gegrond is op zijn persoonlijk gedrag en die zijn belangen zwaar kan treffen, zonder dat hem vooraf de gelegenheid wordt gegeven zijn standpunt uiteen te zetten en op nuttige wijze voor zijn belangen op te komen.

Bij gebrek aan enige formele wetgeving ter zake, zal de hoorplicht als algemeen beginsel van behoorlijk bestuur van toepassing zijn als aan de volgende twee cumulatieve voorwaarden is voldaan:

3. De overheid neemt een individuele beslissing die de betrokkene ernstig in zijn belangen aantast;

4. De maatregel is gebaseerd op het persoonlijk gedrag van betrokkene, met name een gedrag dat hem als een tekortkoming wordt aangerekend. (RvS 24 mei 2012, nr. 219.470; RvS 16 juni 2011, nrs. 213.887 en 213.888; RvS nr. 211.309, 17 februari 2011; RvS 20 april 2010, nr. 203.094; RvS 1 juni 2009, nr. 189.314; RvS 16 februari 2004, nr. 128.184).

In casu wordt aan verzoeker een inreisverbod opgelegd in toepassing van artikel 7 van de Vreemdelingenwet. Dergelijke beslissing houdt in dat de belangen van verzoeker ernstig worden aangetast aangezien hij wordt blootgesteld aan een schending van artikel 3 en 8 EVRM.

Aan verzoeker wordt in casu een inreisverbod opgelegd tevens in toepassing van artikel 7, alinea 1, °3 van de Vreemdelingenwet. De bestreden beslissing is dan ook onmiskenbaar gestoeld op het persoonlijk gedrag van verzoeker.

Aan beide voorwaarden is voldaan. De hoorplicht is bijgevolg van toepassing. Met andere woorden, de verwerende partij diende verzoeker de mogelijkheid te geven om zijn standpunt over een eventueel inreisverbod uiteen te zetten. Bovendien diende verwerende partij verzoeker vooraf in kennis te stellen van het feit dat er overwogen werd een inreisverbod te betekenen en verzoeker de kans te bieden om hierop te reageren. Ik verwijs hierbij tevens naar het arrest van uw Raad (arrest nr. 184.616 in RW 202254). Deze reactie houdt tevens in dat hij op een adequate manier zijn standpunt kan duidelijk maken.

Men heeft na het horen van verzoeker op geen enkel ogenblik rekening gehouden met de elementen die in zijn gehoor naar boven zijn gekomen. Bovendien werd hem niets gevraagd over zijn onmogelijkheid om terug te keren naar zijn land van herkomst. Het is duidelijk dat de hoorplicht hier enkel gepercipieerd werd als loutere formaliteit en niet als procedureel element dat mee de beslissing vorm dient te geven, rekening houdend met alles wat in dit gehoor naar boven komt.

Dat uit de bestreden motivering zeer duidelijk blijkt dat verwerende partij het zorgvuldigheidsbeginsel flagrant schendt door geen rekening te houden met de specifieke situatie van verzoeker.

Er wordt geen afweging gemaakt van de gevolgen die deze beslissing zou hebben voor verzoeker indien hij dient terug te keren naar zijn land van herkomst.

Dat dit dan ook een flagrante schending is van de beginselen van behoorlijk bestuur.

Dat de verwerende partij rekening diende te houden met de specifieke situatie van verzoeker, met betrekking tot deze beslissing."

En l'espèce, le Conseil ne peut que constater qu'en soutenant péremptoirement que la partie défenderesse n'a pas tenu compte des explications qu'il a fournies lors de son audition menée dans le cadre de l'exercice de son droit d'être entendu sans circonstancier lesdites explications, le requérant ôte toute utilité à son grief.

Par ailleurs, il ressort de la décision querellée que le requérant a eu la possibilité de préciser les raisons pour lesquelles il s'opposait à un retour dans son pays d'origine en manière telle que son grief manque en fait en plus d'être sans intérêt dès lors que l'interdiction d'entrée lui délivrée ne lui enjoint aucunement de rentrer en Irak.

La troisième branche du moyen unique n'est pas non plus fondée.

3.1.4. Dans ce qui s'apparente à une *quatrième branche* intitulée « Schending van art. 8 van het EVRM », le requérant expose ce qui suit :

« Artikel 8 EVRM bepaalt het volgende:

*"1. Een ieder heeft recht op respect voor zijn privé leven, zijn familie- en gezinsleven, zijn woning en zijn correspondentie.
2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan in de uitoefening van dit recht, dan voor zover bij de zoet is voorzien en in een democratische samenleving noodzakelijk is in het belang van de nationale veiligheid, de openbare veiligheid of het economisch welzijn van het land, het voorkomen van wanordelijkheden en strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen."*

Het artikel beschermt zowel het privé - als het gezinsleven. Het privéleven is het geheel van persoonlijke, sociale en economische relaties die een persoon heeft opgebouwd in een land. Een langdurig verblijf in een bepaald land vereist in ieder geval een gedegen onderzoek naar het privéleven. Indien men vaststelt dat er inderdaad sprake is van een privéleven, dan dient de bevoegde autoriteit er het vereiste belang aan te hechten en dan kan een bevel om het grondgebied te verlaten een schending inhouden op artikel 8 EVRM hetwelk naast de bescherming van het gezinsleven ook voorziet in de bescherming van het privéleven.

Daar waar de beslissing meent dat sociale relaties niet onder de bescherming van artikel 8 EVRM vallen, dient te worden opgemerkt dat dit een schending betekent van dit artikel! Immers behelzen sociale relaties het privéleven van een persoon. Verzoeker verblijft ook al sinds 2011 in België (waaronder grotendeels legaal verblijf). Het is dan ook onredelijk om te stellen dat hij geen beschermenswaardig privéleven zou hebben opgebouwd na al die jaren.

Artikel 8 definieert het begrip privéleven niet. Het is een autonoom begrip dat onafhankelijk van het nationale recht dient te worden geïnterpreteerd. Het EHRM benadrukt dat het begrip 'privéleven' een ruime term is en dat het mogelijk noch noodzakelijk is om er een exhaustieve definitie van te geven.¹⁵ De beoordeling of er sprake kan zijn van een privéleven, is een feitenkwestie.

Gaat het om een eerste toelating dan oordeelt het EHRM dat er geen inmenging is en geschiedt er in principe geen toetsing aan de hand van het tweede lid van artikel 8 van het EVRM, maar moet er absoluut onderzocht worden of er een positieve verplichting is voor de staat om de betrokken vreemdeling op zijn grondgebied te laten blijven zodat hij zijn recht op eerbiediging van het privé(- en/of familie- en gezinsleven) aldaar kan handhaven en ontwikkelen. Dit geschiedt aan de hand van de 'fair balance'-toets waarbij wordt nagegaan of de staat een redelijke afweging heeft gemaakt tussen de concurrerende belangen van het individu enerzijds en de samenleving anderzijds. Staten beschikken bij de belangenafweging over een zekere beoordelingsmarge. De omvang van de positieve verplichting is afhankelijk van de specifieke omstandigheden van de betrokken individuen en het algemeen belang. Wanneer een persoon sociale bindingen in een land heeft uitgebouwd, dan dient men dit te catalogeren onder het privéleven. In die zin maakt het netwerk van persoonlijke, sociale en economische belangen onderdeel uit van het privéleven van elke persoon. Het privéleven bestaat uit de optelsom van alle banden die de vreemdeling met de Belgische samenleving is aangegaan.

Het tweede lid van artikel 8 EVRM vereist dat een inmenging noodzakelijk moet zijn in het belang van de democratische samenleving. Er moet dus sprake zijn van een 'pressing social need'. Dat er, integendeel tot wat verwerende partij stelt, geen sprake is van een pressing social need.

Om te bepalen of aan de voorwaarden van noodzakelijkheid wordt voldaan moet er een belangenafweging en proportionaliteitstoets plaatsvinden.

Verder moet er, om te bepalen of de inmenging gerechtvaardigd is, een belangenafweging plaatsvinden tussen het algemene belang en het individuele belang van de vreemdeling.

Verzoeker heeft zijn leven hier uitgebouwd en doet zijn best om zich te integreren in de maatschappij. Ondanks zijn onzekere toekomst probeert hij de taal machtig te worden.

Met het opgebouwde privéleven van verzoeker werd in de beslissing niet het minste rekening gehouden. Men heeft enkel verwezen naar het gevaar dat verzoeker volgens hen vormt ten aanzien van de openbare orde. Ook heeft men de sociale en culturele banden met het land van herkomst niet onderzocht. Deze zijn er immers niet! Ook hiermee heeft men geen rekening gehouden.

Het bevel om het grondgebied te verlaten met vasthouding met het oog op verwijdering schendt ontegensprekelijk artikel 8 EVRM! De beslissing dient dan ook te worden geschorst."

En l'espèce, le Conseil rappelle que lorsque la partie requérante allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

Tel n'est de toute évidence pas le cas en l'occurrence, le requérant se contentant d'affirmer « qu'il fait de son mieux pour s'intégrer dans la société » et « qu'il essaie de maîtriser la langue ».

Par ailleurs, la partie défenderesse n'était aucunement tenue d'examiner la situation du requérant sous l'angle de l'article 8 de la CEDH dans son pays d'origine contrairement à ce qu'il tend à faire accroire en termes de requête.

Il s'ensuit que la violation de l'article 8 de la CEDH ne peut être retenue.

3.1.5. Dans ce qui s'apparente à une *cinquième branche* intitulée « Schending van art. 3 EVRM », le requérant expose ce qui suit :

« Indien verzoeker terug naar zijn land van herkomst dient te keren, zal artikel 3 van het EVRM geschonden worden.

Verzoeker zal in een levensbedreigende, mensonterende en onmenselijke situatie terecht komen. Hij heeft daar namelijk geen familie of vrienden die hem daar kunnen opvangen, zelfs niet tijdelijk. Er zijn bedreigingen aan zijn adres geuit waardoor hij een geponde vrees koestert bij terugkeer.

De Raad van State heeft zich reeds uitgesproken over het onderzoek aangaande de situatie in het herkomstland (RvS 23.09.2002, nr. 110 548). De bevoegde diensten dienen de situatie in het land van herkomst te onderzoeken op het moment dat zij een beslissing nemen. Een loutere verwijzing naar de beslissing van het CGVS, schendt uiteraard de beginselen van behoorlijk bestuur (zorgvuldigheidsbeginsel en motiveringsbeginsel), maar schendt duidelijk ook artikel 3 EVRM en de belangenafweging die men hierbij ontegensprekelijk dient te maken.

Verzoeker begrijpt niet dat verwerende partij op een bijzondere lichtzinnige wijze omgaat met het administratief dossier. Men kan niet zomaar beslissingen nemen die een verwijdering van het grondgebied inhouden. Deze soort beslissingen zijn verregaand en hebben een serieuze impact op iemands leven. Aldus dient men met omzichtigheid een beslissing te nemen en dient men daarenboven een gedegen onderzoek te voeren naar de veiligheidssituatie in het land van herkomst vooraleer men de persoon terugstuurt.

Verwerende partij schendt flagrant het zorgvuldigheidsbeginsel door niet te onderzoeken of er sprake is van een eventuele schending van artikel 3 EVRM indien verzoeker dient terug te keren.

Uit de bestreden beslissing blijkt niet dat er een grondig onderzoek is verricht naar de mogelijkheid tot terugkeer van verzoeker naar Irak en het risico dat hij daarbij zal lopen.

Dat dit dan ook onaanvaardbaar is! De veiligheid van verzoeker moet worden gegarandeerd, in casu is dit niet gebeurd, integendeel! De bestreden beslissing schendt integraal artikel 3 EVRM en dient daarom te worden vernietigd ».

En l'espèce, le Conseil rappelle que la Cour EDH a déjà considéré que l'éloignement par un Etat membre peut soulever un problème au regard de l'article 3 de la CEDH, et donc engager la responsabilité d'un Etat contractant au titre de la Convention, lorsqu'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la partie requérante courra, dans le pays de destination, un risque réel d'être soumise à des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH. Dans ces conditions, l'article 3 de la CEDH implique l'obligation de ne pas éloigner la personne en question vers ce pays (voir : Cour EDH 4 décembre 2008, Y./Russie, § 75, et les arrêts auxquels il est fait référence ; adde Cour EDH 26 avril 2005, Müslim/Turquie, § 66).

Le Conseil rappelle également que s'agissant de la violation alléguée de l'article 3 de la CEDH, la Cour EDH considère, dans une jurisprudence constante (voir, par exemple, arrêts Soering du 7 juillet 1989 et Mubilanzi Mayeka et Kaniki Mitunga c/ Belgique du 12 octobre 2006), que « Pour tomber sous le coup de l'article 3 [de la CEDH], un mauvais traitement doit atteindre un minimum de gravité. L'appréciation de ce minimum est relative par essence; elle dépend de l'ensemble des données de la cause, notamment de la nature et du contexte du traitement, ainsi que de ses modalités d'exécution, de sa durée, de ses effets physiques ou mentaux ainsi que, parfois, du sexe, de l'âge, de l'état de santé de la victime ».

En l'occurrence, le Conseil observe, à la lecture de l'ordre de quitter le territoire attaqué, que la situation du requérant a été examinée au regard de l'article 3 de la CEDH par la partie défenderesse et que le requérant n'apporte aucune critique concrète à l'encontre des constats y posés par cette dernière, se contentant d'affirmer que ledit examen a été effectué avec trop de légèreté, affirmation dépourvue d'utilité à défaut d'être un tant soit peu circonstanciée. Qui plus est, le requérant ne peut être suivi lorsqu'il soutient qu'il existe un risque de violation de l'article 3 précité en cas de retour dans son pays d'origine au regard de l'absence de famille et d'amis qui pourraient l'héberger, lequel élément ne présente de toute évidence aucun caractère de gravité tel qu'exigé par cette disposition. Il en va de même quant aux menaces exprimées envers sa personne dont le requérant se prévaut en termes de requête, lesdites menaces n'étant nullement étayées. Le Conseil rappelle par ailleurs à cet égard que toutes les demandes de protection internationale introduites par le requérant se sont clôturées par des décisions de rejet. *In fine*, le Conseil relève encore que la décision attaquée interdit au requérant d'accéder au territoire belge et des Etats qui appliquent entièrement l'acquis de Schengen mais ne lui impose nullement de retourner dans son pays d'origine.

Par conséquent, il ne peut être question d'une violation de l'article 3 de la CEDH.

3.2. Au regard de ce qui précède, il appert que le moyen unique n'est fondé en aucune de ses branches.

4. Débats succincts

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six août deux mille vingt-deux par :

Mme V. DELAHAUT, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier,

La présidente,

A. IGREK

V. DELAHAUT